

L'économie sociale change le système de l'intérieur

La revue « Sociétés en changement » consacre un numéro à ce secteur moteur de la transition sociale et écologique. Par les pratiques qu'il instaure et les changements induits.

PASCAL LORENT

L'économie sociale peut-elle être le « moteur » de la transition sociale et écologique ? La question est posée dans le dernier numéro, à paraître cette semaine, de la revue *Sociétés en changement* de l'UCLouvain.

L'économie sociale, tout le monde ou presque voit de quoi il s'agit. Avec parfois une vision déformée de la réalité de terrain : économie sous cloche, emplois subsidiés, secteur pour personnes très éloignées de l'emploi relevant davantage du social que de l'économique. La

réalité est bien différente comme le montre le reportage ci-dessous. Et cette activité qui revendique son approche différente, représente tout de même un emploi salarié sur huit, 18.000 entreprises, 390.000 équivalents temps plein et plus d'un million de volontaires en Belgique. Mieux même puisque, entre 2011 et 2016, le nombre d'unités économiques y a augmenté de 2,8 % (quand le nombre d'entreprises classiques reculait de 1,1 %) et les emplois y ont crû de 7,8 % (pour une baisse de 1,1 % dans le reste de l'activité).

Derrière des appellations variées (économie solidaire, entrepreneuriat social, etc.) se cache également une certaine diversité. Les auteurs recensent ainsi quatre modèles actifs dans ce secteur : le modèle « associatif entrepreneurial », l'entreprise sociale parapublique, la coopérative sociale et le modèle de « social business ». Enfin il faut y ajouter l'émergence d'un cinquième type « en pleine expansion » et « qui s'inscrit dans une logique de démarchandisation » : celui des « repair cafés », des « donneries » et de toute cette économie de l'échange et du don en dehors du marché.

Une influence normative

Reste alors cette question initiale : avec sa finalité sociale, sa volonté de privilégier l'intégration du travailleur sur la productivité, son obligation de réinvestir les bénéfices plutôt que de les redistribuer dans leur totalité aux actionnaires, l'économie sociale est-elle en mesure de faire bouger les lignes du capitalisme ? De le changer de l'intérieur ? Les chercheurs impliqués dans la rédaction de cette nouvelle publication le pensent. « Pour plusieurs raisons », explique Florence Degavre, socioéconomiste au Centre interdiscipli-

naire de recherche Travail, Etat et Société (Cirtes). « D'abord l'économie sociale est porteuse d'innovations qui ont la capacité de transformer le système économique de l'intérieur ; certaines entreprises ont un fonctionnement disruptif par rapport au capitalisme. Elle porte en elle les germes d'une autre économie. Il y a là un potentiel parce qu'on produit, on consomme autrement, avec d'autres rapports sociaux à la clé. »

« Son moteur, sa raison d'être est centrée sur sa finalité sociale et écologique », complète Marthe Nyssens, économiste au Cirtes. « L'économie sociale interroge les normes du système, au départ d'un acte de production. » Et elle les modifie parfois, quand elle n'anticipe pas. Ainsi la vocation d'insertion socioprofessionnelle des publics éloignés de l'emploi est née dans les entreprises d'économie sociale avant même les politiques d'activation. Les circuits courts et la mise en avant du bio y sont nés également, avant d'être repris par le secteur de la distribution. « L'économie sociale pose aussi la question de la démocratie », jusque dans l'entreprise, ajoute-t-elle. « Mais c'est aussi parce qu'elles sont portées par des réseaux, par l'articulation des citoyens qui vont porter une voix dans la sphère publique, que les entreprises d'économie sociale peuvent faire évoluer le système », insiste Andrea Lemaître, socioéconomiste au Cirtes et au Centre d'études du développement (DVL - UCLouvain).

Et sur le long terme

Au point de le modifier ? « Il faut voir cela sur le long terme », insiste Marthe Nyssens. « Et dans différentes régions du monde », ajoute Andrea Lemaître. Les bases de la Sécurité sociale, ce sont les caisses d'assurance sociale qui les ont jetées, en dehors de l'Etat. Et le microcrédit ? Il a été mis en place par des coopératives d'épargne et de crédit, dans les campagnes, à destination des paysans. Le succès de l'économie sociale ne se mesure pas à son chiffre d'affaires mais à sa capacité de contagion.

Une capacité qui a même gagné le secteur de la finance, avec la notion d'investissement responsable. Mais pour jouer pleinement ce rôle moteur, l'économie sociale, insistent les auteurs, doit être en mesure de faire évoluer les normes, le comportement des consommateurs, les régulations publiques, voire celui des entreprises commerciales classiques. Bref, si l'économie sociale est bien le moteur de la transition sociale et écologique, les citoyens-consommateurs se doivent de jouer un autre rôle : celui de carburant.

Infos : <https://uclouvain.be/fr/instituts-recherche/iacchos/note-n-8-l-economie-sociale-un-moteur-pour-la-transition-sociale-et-ecologique-0.html>

Sociétés en changement

L'Institut d'analyse du changement dans l'histoire et les sociétés contemporaines (Iacchos) regroupe 10 centres de recherche de l'UCL. Son objet : mettre en avant certains travaux de quelque 200 chercheurs de l'université et injecter autant de « nourriture » au débat public. Les résultats de leurs études paraissent dans la publication *Sociétés en changement* et dans *Le Soir*. La note n°8 consacrée à l'économie sociale sera accessible en ligne sur le site de Iacchos. Parmi les précédentes publications :

- « Le travail est-il devenu insoutenable ? » (*Le Soir* du 9 mars 2017)
- « Islam et Europe : comment sortir de l'incompréhension réciproque ? » (*Le Soir* du 8 juin 2017)
- « Pourra-t-on bien vieillir en Wallonie à l'horizon 2024-2045 ? » (*Le Soir* du 4 décembre 2017)
- « Ecole : 30 ans de réformes inabouties ? » (*Le Soir* du 22 mars 2018)
- « La résistance, un risque à courir ? » (*Le Soir* du 11 juin 2018)
- « La Grande Guerre a-t-elle émancipé les femmes belges ? » (*Le Soir* du 3 novembre 2018)
- « Crise migratoire : Le discours médiatique alimente-t-il la peur des migrants ? » (*Le Soir* du 31 mai 2019)

<https://uclouvain.be/fr/instituts-recherche/iacchos>

35 % des stagiaires trouvent un job.

© P.-Y. THIENPONT



A Monceau-Fontaines, l'EFT Quelque Chose à Faire forme ses stagiaires à différents métiers de la construction. © PIERRE-YVES THIENPONT

Monceau-Fontaines L'économie sociale en écosystème

REPORTAGE

PLT

L'alignement isométrique des maisons rappelle l'époque des mines et du paternalisme. De fait, à Monceau-sur-Sambre, le charbonnage de Monceau-Fontaines était l'un des plus importants de Wallonie. Il a fermé en 1981. Mais ce n'est pas un chancre qui se dresse aujourd'hui à l'ouest de Charleroi. Voici tout juste un quart de siècle, quelques pionniers ont eu l'idée de racheter le site pour le transformer en un zoning d'économie sociale. Seize partenaires se partagent désormais les 44 biens qui couvrent une surface bâtie de 5.500 m².

A l'étage d'un premier bâtiment, une dizaine d'hommes cimentent les joints de murs. « Ici, ils vont suivre 2.100 heures de formation et s'essayer à huit métiers de la construction, explique André Clément, l'un de leurs formateurs de Quelque Chose à Faire. En général, on essaie de terminer par un stage en entreprise. Avec à la clé 35 % de mise à l'emploi », via un autre partenaire local : Jobcoaching. Un résultat remarquable car les stagiaires cumulent au minimum 18 mois de chômage au cours des deux dernières années.

Bien avant cela, les apprenants sont mis en situation sur les chantiers de l'EFT. « Nous sommes dix-sept formateurs et nous avons en général quinze équipes sur les chantiers », poursuit André. Les clients ? Des particuliers, des associations et parfois des pouvoirs publics. Cela pourrait s'assimiler à une concurrence déloyale, puisque les emplois au sein de l'EFT sont subsidiés et que les stagiaires gagnent 1 euro/heure en plus de leur allocation de l'Onem ou du CPAS. « On reste dans la moyenne des prix car nous ne travaillons pas le week-end, nous ne faisons pas de noir ou d'heures supplémentaires, nous avons plus de matériel cassé et quand le travail n'est pas bien fait, nous redémons et nous recommandons », insiste-t-il.

Le coût horaire est donc moins élevé mais le chantier prend beaucoup plus de temps. Cette particularité, l'AID Soleilmont, sa voisine, la vit également au quotidien. Elle forme des personnes éloignées de l'emploi aux métiers du jardinage. « Nous avons un chiffre d'affaires

de 900.000 euros, dont la moitié environ est constituée par les subsides, explique Nicolas Léonard, son directeur. Nous occupons quinze travailleurs et accueillons une soixantaine de stagiaires par an. Sans les subsides, ce n'est pas viable car nous faisons de la formation. » Là encore, le temps passé sur un chantier est plus important. « Et puis, voyez ces taille-haies électriques. Un câble coûte 100 euros. Là, il y en a pour 500 euros de câbles sectionnés par nos stagiaires. »

Des chantiers « maison » pour former les stagiaires

« Les gens qui font appel à des entreprises d'économie sociale, le font pour la finalité sociale de celles-ci », confie Bruno Carton, directeur de Monceau-Fontaines, la structure qui gère le zoning et ses nombreuses salles de réunion (louées à des clients extérieurs) et assume une série de missions collectives pour l'ensemble des entreprises. Ces dernières disposent, elles, d'un siège d'administrateur au sein de l'assemblée générale de la structure faîtière.

Pour autant, trouver des chantiers n'est pas toujours simple. L'AID Soleilmont a aménagé un coin du site où ses stagiaires peuvent s'exercer. « Et nous avons développé le concept de toitures végétales », se félicite Nicolas Léonard. Quelque Chose à Faire, elle, peut compter sur Relogeas. Cette autre entreprise d'économie sociale basée à Monceau-Fontaines joue le rôle d'opérateur de promotion du logement. Autrement dit, elle rénove des biens qu'elle met ensuite en location. « Nous avons de la propriété, de la gestion de courte et longue durée et des baux emphytéotiques, explique Estelle Richir, la coordinatrice de l'AS-BL. Et pour la rénovation, nous travaillons avec des entreprises d'économie sociale, dont Quelque Chose à Faire. »

Tout ce monde est donc réuni sur un même site. Et le midi, chacun achète son sandwich ou prend son repas à la table du Gerموir, l'EFT qui forme une quarantaine de stagiaires par an aux métiers d'aide-ménagère, de commis de cuisine et de commis de salle. Un écosystème, où l'humain est la priorité. Et où les quelques dizaines de milliers d'euros de bénéfices que chacun engrange, sont réinvesties dans l'emploi et la formation.



Les commis du Gerموir s'activent en cuisine. © P.-Y. THIENPONT

